

qu'ils ont pris à Helsinki.

L'Acte final a déjà produit d'importants résultats dans certains pays d'Europe de l'Est; ainsi, on a assisté au relâchement de certaines procédures arbitraires et restrictives qui limitent la liberté de mouvement des citoyens, la libre diffusion de l'information et l'accès des journalistes. Mais, en gros, cette partie de l'Acte final a créé nombre de problèmes dans les pays où les gouvernements mènent leurs actions en s'appuyant sur la théorie du totalitarisme.

J'ai peu parlé de la corbeille II, la corbeille économique, car les échanges menés aux termes de cette rubrique (relations économiques, sciences et technologie et environnement) avaient déjà atteint un niveau important et progressaient de façon positive, au total. Cette observation n'est peut-être pas aussi vraie en ce qui concerne le troisième de ces secteurs, mais il s'agit là autant d'un problème national que d'un programme de coopération, tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral, qui permettent au processus de se poursuivre à l'extérieur du cadre strict de la CSCE. Ainsi, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe exerce ses activités depuis plus de 30 ans. Si elle a connu de minces succès en ce qui concerne la coopération Est-Ouest, elle n'en demeure pas moins un mécanisme susceptible de donner suite aux nouvelles propositions nées du dynamisme engendré par l'Acte final. La plupart des pays participant à la CSCE disposent d'instruments bilatéraux utiles pour la promotion et la diversification des échanges et de la coopération dans les secteurs techniques et économiques. Il s'est donc établi entre les pays un consensus selon lequel, même si certaines propositions utiles pouvaient être mises de l'avant dans le contexte de cette corbeille, l'action serait inévitablement focalisée sur les corbeilles I et III et sur la recherche d'un équilibre entre celles-ci.

Conjoncture négative

Tout au cours de 1979, plusieurs se sont interrogés sur le caractère positif de la conjoncture. On notait des signes de tension de plus en plus grande entre les États-Unis et l'Union soviétique. Mais indépendamment de la mesure de réserves dans les divers camps, les gouvernements occidentaux ont généralement convenu que l'approche de la Conférence de Madrid devait être positive. Il se dégageait somme toute un certain optimisme: le climat semblait particulièrement propice à la tenue d'une réunion importante et productive.

Certains ministres de pays occidentaux ont indiqué plus ou moins gracieusement mais non moins correctement que, pour soustraire le processus de la CSCE à la «bureaucratization», c'est-à-dire une gestion confiée aux seuls diplomates et représentants, il y aurait lieu de prévoir des sessions au niveau ministériel à un moment opportun lors de la réunion de Madrid de façon à imprimer au processus l'élan politique nécessaire et à ne pas perdre de vue le sens premier du processus qui est de favoriser la détente et d'améliorer le climat en Europe.

Aux dernières heures de 1979, l'invasion de l'Afghanistan a plongé le monde dans la consternation. Une très grande part de l'optimisme investi dans le processus de la CSCE reposait sur la croyance selon laquelle la détente re-